

**ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE L'ACAJ A L'OCCASION  
DE LA CLÔTURE DU FORUM SUR LA PERFORMANCE  
DANS LA GOUVERNANCE DE LA NATION**

**Kinshasa, le 24 septembre 2020**

**Excellence Monsieur le Président de la République, Chef  
de l'Etat, ici représenté par Son Excellence Monsieur le  
Premier Ministre, Chef du Gouvernement**

*(Avec l'expression de mes hommages les plus déférents)*

**Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du  
Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Distingués Invités,**

Nous voilà à la fin des trois jours d'intenses travaux de réflexion et d'échanges citoyens sur la performance dans la bonne gouvernance de la Nation. Permettez-moi d'adresser à tous les participants, au nom des organisateurs du Forum, et à mon nom propre, mes sincères remerciements pour leur participation effective et active à ces échanges.

L'intérêt qu'ils ont porté aux différents panels et la qualité de leurs interventions ont été à la hauteur des attentes.

Je tiens également à remercier tout particulièrement les Intervenants pour leurs exposés d'une très haute qualité qui ont alimenté les trois journées de manière magistrale.

Mes remerciements vont aussi aux experts de la Présidence de la République qui ont tenu à être parmi nous, pendant ces trois jours malgré leur agenda très chargé. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

Je voudrais bien les prier de bien vouloir transmettre à Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, l'expression de mes remerciements très sincères pour l'appui politique qu'il qu'il ne cesse d'apporter à la société civile sur tout ce qui lui permet d'envisager le futur de notre pays avec grandeur et optimisme.

**Mesdames, Messieurs,  
Distingués Invités,**

À l'ouverture de ce Forum, il y a trois jours, Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, nous engageait, au nom de Son Excellence Monsieur le Président de la République, à réfléchir et à échanger sur tous les contours de la problématique de la performance dans la gouvernance de la Nation.

L'un des mérites de nos assises est précisément d'avoir échangé et non pas d'avoir cherché mutuellement à nous donner des leçons. Au regard de l'ampleur, des riches et féconds échanges qui ont eu lieu au cours de ces trois journées, il me sera impossible de m'étendre sur tous les points de vue qui ont été exprimés. Je voudrais tout simplement évoquer ici quelques idées forces qui se sont dégagées à travers les interventions.

En guise de rappel, notons que quatre panels étaient inscrits à l'ordre du jour et ont tous été traités avec rigueur intellectuelle et professionnalisme ; il s'agit de :

1. La reconstruction de l'Etat de Droit et profil des dirigeants ;
2. La mobilisation des ressources publiques, gestion et redevabilité ;
3. Les mécanismes de lutte contre la corruption, blanchiment des capitaux et détournement des deniers publics ;
4. Le règlement des arriérés fiscaux et non fiscaux : Amnistie ou transaction ?

Il nous est revenu en premier lieu qu'en matière de bonne gouvernance, la mise en place d'un Etat de droit et des mécanismes de lutte contre la corruption est primordiale. C'est pourquoi, l'amélioration de la gouvernance est essentielle pour garantir une croissance équitable et inclusive dans notre pays.

C'est à juste titre que, **Jim Yong Kim**, ancien Président du Groupe de la Banque Mondiale estime qu'alors que la demande de services efficaces, d'infrastructures de qualité et d'institutions équitables ne cesse de croître, et que les gouvernements ne disposent que de ressources limitées, celles-ci doivent être utilisées d'une manière aussi rationnelle et transparente que possible. Cela implique de tirer parti de l'expertise du secteur privé, de travailler étroitement avec la société civile et d'intensifier les efforts de lutte contre la corruption. Sans une meilleure

gouvernance, aucun Etat ne parviendra à réaliser les objectifs qu'il s'est fixés, à savoir, mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Je ne veux pas lire ici l'ensemble des recommandations, mais voudrais insister sur quelques préconisations phares suivantes :

1. **S'agissant de la reconstruction de l'Etat de Droit et profil des dirigeants**, les participants ont recommandé notamment le respect strict de la constitution et les lois de la République ; la promotion de l'Etat visionnaire, planificateur, stratège, réconciliateur, protecteur des droits humains, dispensateur du bien-être et crédible dans l'exécution de ses engagements vis-à-vis des opérateurs économiques et autres créanciers sociaux ; la promotion des dirigeants répondant aux critères de patriotisme, compétence, intégrité morale, rassembleur, protecteur des biens publics;
2. **S'agissant de la mobilisation des recettes, gestion et redevabilité**, les participants ont recommandé notamment la rationalisation de la gestion des finances publiques par la numérisation et la digitalisation des chaînes de collecte des recettes et dépenses publiques dans le meilleur délai ; améliorer les conditions socio-professionnelles du personnel des régies financières sans oublier leur formation; diversifier les sources des recettes publiques au-delà des mines et pétroles ; opérationnaliser la caisse nationale de péréquation en lui donnant des moyens nécessaires ; installer les directions des régies financières dans toutes les provinces et appliquer les dispositions constitutionnelles relatives à la retenue de 40 % à la source ;
3. **S'agissant des mécanismes de lutte contre la corruption, blanchiment des capitaux et détournement des deniers publics**, les participants ont recommandé notamment l'adoption de la loi de lutte contre la corruption ; le suivi permanent des dossiers transmis aux parquets et/ou fixés devant les cours et tribunaux ; l'intégration des cours d'éthique et bonne gouvernance dans le cursus scolaire et académique ; la création de l'académie d'éthique et de lutte contre la corruption ; la restructuration de la Banque Centrale ; la vulgarisation du code de bonne conduite de l'agent public de l'Etat, améliorer les conditions socio-professionnelles des agents de l'Etat, reformer la DGDA en rendant la Brigade antifraude autonome ;
4. **S'agissant du règlement des arriérés fiscaux et non-fiscaux**, les participants ont recommandé notamment l'adoption d'une loi devant déterminer les conditions de l'amnistie et la signature des

conventions de double imposition avec plusieurs Etats pour échange d'informations et rapatriement des avoirs.

Certaines recommandations mettent en évidence les contradictions qui peuvent naître à l'occasion de la satisfaction de l'intérêt général. En ces temps de crise aggravée par la pandémie de Covid-19, les difficultés auxquelles l'Etat fait face pour garantir un accès universel de tous les citoyens à leurs droits creusent encore plus le fossé entre les couches de la population les plus démunies et les plus aisées, alors que les budgets sociaux sont soumis à des restrictions toujours plus fortes. Comment, dans un tel environnement, garantir le caractère abordable de certains services publics primordiaux ?

Aussi nous avons compris que la synergie entre gouvernants et gouvernés est un élément crucial pour renforcer la confiance des citoyens et des différents acteurs impliqués dans la recherche de la performance dans la bonne gouvernance.

Dès lors, l'intérêt d'une collaboration harmonieuse, entre la société civile et les institutions politiques, est capital et indispensable dans la conduite des réformes inéluctables pour une gouvernance au profit de l'intérêt général.

La société civile reste convaincue que les autorités publiques sont les plus à même d'assurer les missions de Service Public et de défendre les valeurs communes aux services publics.

Il nous appartient à nous, ONG de la société civile de les y inciter, et ce, en pratiquant un vrai dialogue social. Ce qui, je l'avoue bien, n'est pas toujours facile. Chacun de nous le sait, ces valeurs seront d'autant plus faciles à défendre par les citoyens que si, eux-mêmes, s'y impliquent et sont acceptés entant que partenaires incontournables.

Puisse Dieu Tout-Puissant nous donner plus de santé et de force pour insuffler à notre pays, un souffle nouveau de dynamisme, un capital de confiance mutuelle dans l'efficacité, en matière de lutte contre la corruption pour une mobilisation accrue des ressources publiques à même de donner au peuple Congolais des raisons de croire en ses institutions, et finalement espérer une ère où ses aspirations profondes trouvent des solutions adéquates.

**Je vous remercie de votre attention.**

**Me Georges KAPIAMBA, Président de l'ACAJ**